

MINISTÈRE DU GOUVERNEMENT,
DU
MINISTÈRE DE LA SECURITÉ SOCIALE ET DE
LA JUSTICE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
A.

DIRECTION DES SERVICES MINISTERIELS DE LA JUSTICE

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE

N.D.R. 26/02/87
REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail-Démocratie-Paix

87/312 DU 13/6/87,

(//) SCRM N° /du
portant affectation de M. GIEUR LINDELLO
(membre) au Tribunal Populaire de Commune
en qualité de Juge.

LES MINISTRES DU SECRÉTARIAT D'ETAT
DES AFFAIRES SOCIALES, DU TRAVAIL,
DU TRAVAIL, PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE, CHIEF DU GOUVERNEMENT.

VISÉS :

Vu la Constitution du 8 Juillet 1979 ;

Vu la loi 076/84 du 7 Décembre 1984 portant ratification de l'ordonnance 010/84 du 10/6/84 portant codification de certaines dispositions de la Constitution du 8 Juillet 1979 ;

Vu la loi 42/81 du 20 Juin 1981 portant statut de la Magistrature ;

Vu la loi 53/83 du 21 Avril 1983 portant réorganisation de la Justice en République Populaire du Congo ;

Vu le décret 183/81 du 3 Août 1981 portant application de la loi 42/81 du 20 Juin 1981 susvisée ;

Vu le décret 75/390 du 26 Août 1975 abrogeant et remplaçant les dispositions de l'article 21 du décret 183/81 du 3 Août 1981 portant application de la loi 42/81 du 20 Juin 1981 relatif au statut de la Magistrature ;

Vu le décret 024/80/MF du 9 Mai 1980 fixant le régime de rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret 11/247 du 10 Mars 1982 portant attributions et réorganisation du Ministère de la Justice ;

D.G.P. Vu le décret 067/80 du 8 Août 1980 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret 56/1172 du 10 Décembre 1985 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret 667/1985 du 10 Décembre 1985 portant organisation des intérimaires des membres du Gouvernement ;

Vu le décret 04/595 du 10 Juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs .

Vu la note de service n° 057/MIL/08/SGJ/D.MF/SPM du 26 Février 1987 portant affectation de l'intéressé au Tribunal Populaire de Commune en qualité de Juge.

D E C R E T :

Article 1er : Monsieur KABALLO Anselme, magistrat de 2^e grade, 1^{er} groupe, 5^e échelon est affecté au Tribunal Pénal de la Commune de Brazzaville, en qualité de Juge.

Article 2^e : Le présent arrêté qui prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé, sera enregistré, publié au Journal officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera.

Brazzaville, le 23 JUIN 1967

par le Président du Comité Central
du Parti Socialiste du Travail,
Président de la République, Chef du
Gouvernement

Le Premier Ministre,

Colonel Denis SASSOU-NGUESSO.-

Ango Moussa NGOMBI.

Le Ministre des Finances et du Budget

Le Garde des Sceaux, Ministre
du Travail, de la Sécurité
Sociale et de la Justice

Keïhi Chérif M'BONDOU.-

Commandant Biendjoune KIBANGOU.-

AFFILIATIONS :

PR.	1
PI.	1
MTS/J.	2
SGJ/DGJF.	3
Cour Suprême	1
TTC.	2
SCN.	1
DGF.	1
SAC/SC.	3
JCRPC.	1
Dossier	3
Intéressé	1

